



**Statistique
Canada**

**Statistics
Canada**

**Budget de dépenses
1998-99**

Rapport sur les plans et priorités

John Manley
Ministre de l'Industrie

Table des matières

PARTIE I : MESSAGES	2
MESSAGE DU MINISTRE.....	2
DÉCLARATION DE LA DIRECTION	3
PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA	4
A. INTRODUCTION.....	4
B. MANDAT, RÔLES ET RESPONSABILITÉS	4
C. OBJECTIFS	5
D. PARTENAIRES DE STATISTIQUE CANADA ET UTILISATIONS DES DONNÉES	6
E. ASSURER LA PERTINENCE ET LE RENDEMENT	8
PARTIE III : PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES.....	12
A. RÉSUMÉ DES PRINCIPAUX PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES.....	12
B. PRÉCISIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	16
<i>B.1 Statistique économique et sociale</i>	<i>16</i>
<i>B.2 Statistique du Recensement de la population.....</i>	<i>28</i>
PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	31
<i>Autorisations de dépenses — Résumé du ministère, Partie II du Budget des dépenses... 31</i>	
<i>Ressources par organisation et par secteur d'activité pour 1998-1999..... 32</i>	
<i>Équivalents temps plein (ÉTP) prévus par secteur d'activité..... 33</i>	
<i>Résumé des articles courants de dépenses de l'organisme..... 34</i>	
<i>Détail des recettes par secteur d'activité..... 36</i>	
<i>Coût net du Programme en 1998-1999..... 37</i>	
ANNEXES.....	38
<i>Mandat législatif..... 38</i>	
<i>Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)</i>	<i>39</i>

A. Message du Ministre

Une nouvelle économie mondiale fondée sur le savoir et l'innovation voit rapidement le jour. L'occasion s'offre au Canada de devenir un chef de file mondial dans cette économie du savoir, et le Portefeuille de l'Industrie joue un rôle déterminant dans la stratégie que le gouvernement applique pour saisir cette occasion. Le Portefeuille réunit treize ministères et organismes chargés des sciences et de la technologie, du développement régional, des services axés sur le marché et de la politique microéconomique; avec la vaste gamme d'outils qu'il regroupe, il aide le Canada à opérer en douceur la transition à l'économie du XXI^e siècle.

Composition du portefeuille de l'Industrie

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Agence spatiale canadienne
Banque de développement du Canada*
Commission du droit d'auteur du Canada
Conseil canadien des normes *
Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Conseil national de recherches du Canada
Développement économique Canada pour les régions du Québec (anciennement le Bureau fédéral de développement régional (Québec))
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
Industrie Canada
Statistique Canada
Tribunal de la concurrence

**N'est pas tenu de soumettre des rapports sur les plans*

Depuis la création du Portefeuille, j'ai veillé en priorité à ce qu'il se soucie d'aider les entreprises canadiennes à faire de leur mieux pour innover, croître et créer des emplois. Les membres du Portefeuille travaillent ensemble et avec d'autres partenaires pour combler les lacunes que le Canada accuse sur les plans de l'innovation, du commerce, de l'investissement, des ressources humaines et du développement économique communautaire. Ils contribuent ainsi à créer des emplois et à engendrer la prospérité dans tous les secteurs de l'économie et dans toutes les régions. Ce faisant, le Portefeuille aide les entreprises canadiennes à se placer à l'avant-garde de l'économie du savoir.

Les rapports des membres du Portefeuille sur les plans et les priorités montrent ensemble comment ce dernier relève les défis de l'économie du savoir en mettant l'accent sur la promotion de l'innovation axée sur la science et la technologie; en encourageant le commerce et l'investissement; en aidant les petites et moyennes entreprises à croître; en stimulant la croissance économique dans les collectivités du pays; en améliorant la coordination de ses propres communications; en favorisant le plein épanouissement de ses ressources humaines et en mesurant son rendement. Le Portefeuille est résolu à atteindre ces objectifs et il se soucie beaucoup de rendre compte à la population canadienne à cet égard. En outre, le Portefeuille est déterminé à mesurer son degré de réussite et à faire état de ses réalisations dans ses rapports de rendement à venir.

Ensemble, nous renforcerons le tissu socio-économique du Canada et nous garantirons le succès du pays dans l'économie mondiale fondée sur le savoir.

L'honorable John Manley

Déclaration de la Direction

Rapport sur les plans et les priorités de 1998-1999 à 2000-2001

Je sou mets, en vue de son dépôt au Parlement, le Rapport sur les plans et les priorités de 1998-1999 de **Statistique Canada**.

À ma connaissance (et sous réserve des observations ci-dessous), les renseignements qu'il contient :

- décrivent fidèlement les mandat, plans, priorités, stratégies et résultats clés escomptés de l'organisme;
- sont conformes à la politique et aux instructions du Conseil du Trésor, ainsi qu'aux principes de divulgation de l'information énoncés dans les *Lignes directrices pour la préparation du Rapport sur les plans et les priorités*;
- sont complets et exacts;
- sont fondés sur de bons systèmes ministériels sous-jacents d'information et de gestion.

Je suis satisfait des méthodes et des procédures de contrôle de la qualité qui ont été utilisées pour produire ce rapport.

Les ministres du Conseil du Trésor ont approuvé la Structure de planification, de rapport et de responsabilité (SPRR) sur laquelle s'appuie le présent document. Elle sert de fondement à la reddition de comptes sur les résultats obtenus au moyen des ressources et des pouvoirs accordés.

Nom : _____

Date : _____

PARTIE II : VUE D'ENSEMBLE DE STATISTIQUE CANADA

A. Introduction

Nombreux sont les moyens d'évaluer l'état d'une nation et de son peuple. Pour y parvenir, on doit absolument disposer d'information sur les dimensions nombreuses et variées de l'État-nation moderne, comme de l'information sur sa population, son économie, ses ressources ainsi que sur sa vie sociale et culturelle. En vertu de la Constitution canadienne, les statistiques sont de compétence fédérale. Au sein du gouvernement fédéral, Statistique Canada est l'organisme central chargé par la loi de produire de telles données.

Pour brosser un portrait complet du Canada, il faut intégrer une gamme complexe de données. Par exemple, afin de comprendre un phénomène tel l'état de santé des Canadiens, on a besoin d'information non seulement sur la prévalence des maladies et sur leurs précurseurs, mais aussi sur les caractéristiques socioéconomiques de la population et les caractéristiques du système de santé. Statistique Canada s'efforce de fournir une information actuelle et pertinente sur les questions qui intéressent les Canadiens.

Pour recueillir l'information, Statistique Canada doit travailler en collaboration avec tous les Canadiens. Ces derniers contribuent à ce partenariat et en bénéficient. L'organisme recueille d'abord l'information dans le cadre d'enquêtes et en consultant des documents administratifs. Puis, après l'avoir dépouillée et analysée, il la communique par le biais d'une vaste gamme de produits d'information.

B. Mandat, rôles et responsabilités

Le mandat de Statistique Canada découle principalement de la *Loi sur la statistique*. En vertu de celle-ci, l'organisme, sous la direction du ministre, est chargé de recueillir, de dépouiller, d'analyser et de publier des renseignements statistiques sur les conditions économiques, sociales et générales du pays et de sa population. Cette activité revête une importance fondamentale pour une démocratie ouverte sur le monde du fait qu'elle fournit à la population canadienne et à ses élus de l'information objective sur l'évolution de la société et de l'économie. Les entreprises, les syndicats et les organismes à but non lucratif se servent aussi de l'information recueillie par l'organisme pour prendre des décisions mieux éclairées.

Statistique Canada a aussi le mandat de diriger l'appareil statistique du pays et de coordonner ses activités. Son rôle de chef de file est indissociable de ses attributions en matière de diffusion de l'information et il contribue à les renforcer, d'où les résultats suivants :

- l'amélioration de la qualité des données grâce à l'utilisation de notions et de classifications communes;

- l'élimination du chevauchement des collectes statistiques et de l'inefficacité grâce à la collaboration fédérale-provinciale;
- l'allègement du fardeau de réponse grâce à l'utilisation de documents administratifs plutôt que d'enquêtes;
- l'élaboration de méthodes et de systèmes statistiques plus efficaces grâce à des études et à des projets de recherche conjoints.

Au cours des dernières années, on a utilisé de façon croissante les données de l'organisme à des fins législatives et de réglementation. Elles ont ainsi servi à la distribution des fonds fédéraux aux provinces (*Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*); au partage des recettes fiscales fédérales-provinciales (*Taxe de vente harmonisée*); à l'indexation des prestations aux bénéficiaires et des crédits d'impôts du gouvernement fédéral (*Loi de l'impôt sur le revenu*); à l'établissement des domaines d'admissibilité aux prestations supplémentaires (*Loi sur l'assurance-emploi*); à la répartition des sièges parlementaires entre les provinces et à la délimitation des circonscriptions électorales fédérales (*Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*); à la désignation de régions fédérales où il y a la prestation de services bilingues (*Lois sur les langues officielles*) et à l'évaluation de la fréquence des sous-populations faisant l'objet du programme fédéral d'équité en matière d'emploi (*Loi sur l'équité en matière d'emploi*). Statistique Canada, en vertu d'autres lois fédérales, doit également fournir des données à des fins particulières. (L'annexe 1 dresse la liste complète des lois se rapportant au mandat législatif confié à Statistique Canada.)

C. Objectifs

Les deux principaux objectifs de Statistique Canada découlent de son mandat :

- Produire des renseignements et analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne afin d'étayer l'élaboration, l'application et l'évaluation des politiques et des programmes publics, faciliter la prise de décision dans les secteurs public et privé, et servir l'intérêt général de tous les Canadiens.
- Promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des statistiques canadiennes en collaborant avec les autres ministères et organismes fédéraux, ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et pratiques scientifiques éprouvées.

Statistique Canada - Plan de dépenses

(en millions de dollars)	Prévision des dépenses 1997-1998 ¹	Dépenses prévues 1998-1999	Dépenses prévues 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001
Dépenses brutes du programme :				
Statistique économique et sociale	323,2	331,2	321,0	322,2
Statistique du Recensement de la population	51,1	59,6	50,5	110,1
	374,3	390,8	371,5	432,3
Moins : Recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2
Dépenses nettes	300,3	316,8	302,3	363,1
Moins : Recettes portées au Trésor	1,0	1,0	0,8	0,8
Plus : Coût des services fournis par d'autres ministères	40,5	44,3	43,7	45,0
Coût net pour l'organisme	339,8	360,1	345,2	407,3

1. Ce montant reflète les prévisions les plus justes du total des dépenses à la fin de l'exercice courant.

D. Partenaires de Statistique Canada et utilisations des données

Partenaires : Dans ses opérations et ses priorités, Statistique Canada doit tenir compte d'une très vaste gamme de groupes d'intérêt — les grands utilisateurs fédéraux et provinciaux, une multitude d'autres utilisateurs, les répondants et d'autres organismes dont les données administratives constituent une source importante de renseignements. Les principaux partenaires de l'organisme sont les suivants :

- **Le public et les médias :** C'est surtout par l'intermédiaire des médias que sont communiqués au public les renseignements de base sur la société canadienne — croissance économique, emploi, inflation, balance des paiements, population, revenu des familles, santé, éducation, justice et divers autres sujets.
- **L'administration publique :** La plupart des ministères et organismes fédéraux sont de grands utilisateurs des données de Statistique Canada et plusieurs sont également d'importants fournisseurs de données administratives. Des ententes bilatérales complexes existent afin d'assurer le bon échange de renseignements. Les administrations provinciales et territoriales, tout comme l'administration fédérale, comptent beaucoup sur les données de Statistique Canada pour toute la gamme des domaines couverts par l'organisme; elles sont aussi d'importants fournisseurs de données sur la santé, l'éducation et la justice.

- **Les entreprises et les syndicats :** Les entreprises et les syndicats sont à la fois d'importants fournisseurs de données et d'importants utilisateurs des renseignements de l'organisme. Le fardeau imposé au monde des affaires, soit celui de répondre aux enquêtes, continue d'être un facteur important dans la conception des programmes statistiques. L'organisme se sert d'une multitude de canaux de communication pour rejoindre ce secteur, notamment en collaborant étroitement avec les petites entreprises.
- **Le secteur universitaire :** Le secteur universitaire constitue un important utilisateur des données de Statistique Canada. Il s'en sert tant à des fins de recherche que d'enseignement. Une partie importante des conseils que reçoit l'organisme provient de ce secteur.
- **Les organismes étrangers et internationaux :** Statistique Canada entretient des relations étroites avec des organismes internationaux, scientifiques et intergouvernementaux dans le but d'échanger du savoir-faire professionnel et promouvoir l'application de notions, de normes et de pratiques communes. Du fait de l'adhésion du Canada à des organisations internationales, comme les Nations Unies et l'Organisation de coopération et de développement économiques, les produits du Programme doivent répondre à des normes internationales de sorte que les données canadiennes puissent continuer à être comparées avec celles d'autres pays.
- **Les autres groupes de clients :** Il faut tenir compte des intérêts de nombreux autres utilisateurs des données de Statistique Canada comme les administrations régionales et locales, les bibliothèques publiques, les associations professionnelles, les instituts de recherche et les groupes d'intérêt.

Utilisations : La pertinence des renseignements statistiques que l'organisme fournit à ses partenaires ressort des utilisations suivantes qui en sont faites. Ainsi, on les utilise pour :

- **analyser** le rendement économique;
- **élaborer** les politiques budgétaire et monétaire et la politique de change;
- **orienter** les négociations tarifaires et commerciales internationales;
- **élaborer** des politiques et des programmes d'aide aux petites entreprises;
- **contribuer** à l'élaboration des politiques et évaluer les programmes gouvernementaux de bien-être économique et social;
- **améliorer** l'affectation des fonds destinés aux programmes gouvernementaux en déterminant leurs effets économiques et sociaux;
- **appuyer** la réglementation et les prescriptions législatives du gouvernement;
- **délimiter** les circonscriptions électorales;
- **déterminer** les paiements de péréquation et les autres transferts budgétaires fédéraux-provinciaux;
- **rajuster** les contrats et les droits en fonction de l'inflation;

- **élaborer** des programmes visant à promouvoir la compétitivité intérieure et internationale;
- **appuyer** des programmes et politiques en matière d'immigration;
- **appuyer** les stratégies et programmes de tourisme;
- **évaluer** la rentabilité des programmes de soins de santé et d'éducation;
- **déterminer** l'efficacité du système juridique.

E. Assurer la pertinence et le rendement

E.1 Pertinence

La structure du Programme de Statistique Canada lui a de tout temps permis de fournir de l'information sur la macroéconomie, la microéconomie et la structure sociodémographique du Canada. Elle a aussi fourni des renseignements statistiques sur les établissements et les programmes publics. Ces données n'ont rien perdu de leur pertinence. Cependant, la nouvelle conjoncture engendre une demande de nouveaux types de données. L'un des principaux objectifs de l'organisme consiste à assurer la pertinence du Programme de Statistique Canada en répondant à de tels besoins d'information.

Statistique Canada compte sur un grand nombre de mécanismes permanents qui contribuent à l'évaluation du programme global de l'organisme. En raison de la nature de ces mécanismes et de la portée de leur examen, les conseils dont Statistique Canada bénéficie finissent par toucher pratiquement tous ses programmes. Les mécanismes suivants fournissent conseils et rétroaction à l'organisme.

Conseil national de la statistique

Le Conseil national de la statistique conseille le statisticien en chef du Canada sur toutes les activités de Statistique Canada, en particulier sur les priorités du programme dans son ensemble.

Comités consultatifs professionnels

Dans les grands domaines statistiques, un réseau de comités consultatifs professionnels examine constamment les produits statistiques de l'organisme et l'aide à fixer ses priorités et à accroître la pertinence de ses programmes.

***S'assurer de la
pertinence
au moyen de la
consultation***

Relations bilatérales avec des ministères fédéraux importants

Statistique Canada entretient des relations bilatérales constantes et étroites avec des ministères et des organismes fédéraux importants, dont les ministères de l'Industrie, de la Santé, du Développement des ressources humaines, de l'Environnement, de l'Agriculture, des Transports, du Patrimoine, de la Citoyenneté et de l'Immigration, de la Justice, ainsi qu'avec Revenu Canada (Impôt et Douanes), l'Office des transports du Canada et la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Grâce à ces relations

bilatérales, l'organisme peut mieux cerner les besoins d'information de chacun des ministères et leurs priorités.

Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique (et ses sous-comités)

Ce conseil et ses sous-comités forment un réseau composé de 12 représentants officiels des provinces et des territoires qui, de concert avec Statistique Canada, s'emploient à cerner les besoins en matière de données, à échanger sur les activités statistiques en cours et à coordonner la diffusion des produits de Statistique Canada dans les diverses administrations provinciales et territoriales.

Enfin, il y a trois initiatives spéciales dans les domaines de la statistique de la santé, de l'éducation et de la justice qui méritent d'être signalées :

Santé : Les priorités de Statistique Canada sont établies avec le concours du Conseil d'administration de l'Institut canadien d'information sur la santé, qui comprend notamment des hauts représentants des administrations fédérale et provinciales ainsi que du secteur privé, incluant le statisticien en chef du Canada.

Éducation : Le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation est une création commune de Statistique Canada et du Conseil des ministres de l'Éducation du Canada. Ce groupe, qui est composé du statisticien en chef et des sous-ministres provinciaux et territoriaux de l'Éducation, conseille le statisticien en chef au sujet du Programme de la statistique de l'éducation de Statistique Canada.

Justice : Le Conseil de l'information juridique, composé des sous-ministres fédéraux et provinciaux responsables des politiques et des programmes de justice, et du statisticien en chef, conseille ce dernier au sujet du Programme de la statistique juridique du Centre canadien de la statistique juridique de Statistique Canada.

Outre ces mécanismes de consultation, Statistique Canada procède à des examens spéciaux de ses programmes (notamment en réunissant des groupes de discussion ou en tenant des consultations spéciales dans le cadre du réaménagement de ses programmes) pour assurer la pertinence de ses produits et mieux cerner les besoins de ses clients.

E.2 Rendement

Statistique Canada maintient depuis plusieurs années un système de suivi du rendement de ses programmes. À cette fin, l'organisme analyse systématiquement l'orientation de ses programmes, leurs points forts et leurs points faibles et met en lumière les nouvelles questions de gestion et repère les menaces et les possibilités qui se présentent.

Systèmes de suivi et de rapport améliorés

Suivi du rendement

Le programme de suivi du rendement de l'organisme s'accomplit par l'intermédiaire de plusieurs mécanismes officiels complémentaires.

- Les rapports détaillés biennaux pour chacun des programmes statistiques et d'infrastructure présentent un examen complet de toute la gamme des activités réalisées et du rendement obtenu au cours des deux dernières années, de même qu'une analyse des principaux défis et possibilités.
- Un processus de planification hautement structuré et transparent permet à l'organisme de réévaluer et de mettre à jour annuellement ses stratégies et les plans pluriannuels de ses programmes et de réajuster les fonds alloués à chacun des programmes pour les années à venir en fonction de l'évolution des priorités.
- Les rapports présentés à la haute direction dans chaque cycle de planification à long terme décrivent les progrès accomplis relativement aux propositions approuvées au cours de l'exercice antérieur de même qu'en fonction des grandes initiatives pluriannuelles et des questions de portée générale.
- Les vérifications internes servent à produire des rapports périodiques sur l'observation de politiques externes et internes de même que sur des questions de gestion de la plus haute importance.
- Les examens financiers périodiques des dépenses, des recettes et des engagements font partie intégrante du processus de gestion financière de l'organisme.
- Les rapports annuels présentés au Secrétariat du Conseil du Trésor fournissent de l'information sur les programmes de ressources humaines, particulièrement en ce qui concerne l'équité en matière d'emploi et les langues officielles.
- L'organisme reconnaît depuis longtemps que la pertinence de ses programmes s'appuie sur trois caractéristiques qui peuvent être étroitement suivies, à savoir l'actualité, la qualité et la comparabilité de ses renseignements. Par l'évaluation, sous l'angle du rendement, de ces trois aspects et d'autres éléments comme le fardeau imposé aux répondants, l'accessibilité des renseignements aux utilisateurs, le rapport coût-efficacité des programmes ainsi que le perfectionnement et la gestion des ressources humaines, l'organisme peut savoir dans quelle mesure ses stratégies et ses activités contribuent à la réalisation de ses principaux objectifs. Les résultats de ces mesures sont présentés en détail dans le *Rapport sur le rendement* de l'organisme (le *Rapport sur le rendement de 1996-1997* a été déposé en octobre 1997).
- Fort de l'expérience qu'il a gagnée en produisant un rapport ministériel sur le rendement, Statistique Canada a élaboré une nouvelle structure de rendement, de rapport et de responsabilité afin, d'une part, de mieux rendre compte des progrès

accomplis en fonction de ses objectifs de programmes et, d'autre part, d'en assurer un meilleur suivi.

Ensemble, ces mécanismes procurent à la direction une vision de l'évolution des exigences imposées à l'organisme ainsi qu'une évaluation complète de la pertinence de son programme et de son organisation à la lumière des nouvelles exigences.

PARTIE III : PLANS, PRIORITÉS ET STRATÉGIES

A. Résumé des principaux plans, priorités et stratégies

A.1 But

Statistique Canada est au cœur d'un appareil intégré et efficace qui s'efforce de livrer un produit important : des renseignements statistiques pertinents et approfondis.

Que ce soit pour la formulation de politiques gouvernementales, de décisions commerciales ou celles que doivent prendre chacun des citoyens canadiens, Statistique Canada doit fournir une information qui soit pertinente en ne se contentant pas seulement de la recueillir, mais en contribuant aussi à éclairer les grandes questions auxquelles les Canadiens doivent faire face.

L'OBJECTIF :

éclairer les grandes questions auxquelles le Canada doit faire face

Le présent rapport décrit les stratégies et les initiatives que Statistique Canada mettra en œuvre au cours des prochaines années afin de continuer à offrir de l'information de qualité dont les Canadiens ont besoin et qu'ils sont en droit d'attendre.

A.2 Défis

Pour atteindre ses objectifs, soit fournir des renseignements et des analyses statistiques et promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité des renseignements statistiques au Canada (voir les objectifs à la section II-C), l'organisme doit tenir compte de nombreuses exigences, souvent incompatibles, et établir un juste équilibre avant de fixer les priorités de ses programmes statistiques. Les conditions suivantes influent sur l'établissement de ces priorités :

- **servir** l'intérêt public et fournir de l'information pour appuyer la démocratie;
- **tenir** les données exigées par la loi;
- **élaborer** et **tenir** d'autres importantes séries statistiques qui sont essentielles à l'élaboration et au suivi des politiques gouvernementales;
- **améliorer** l'efficacité du secteur privé;
- **maintenir** les relations de coopération avec les provinces dans les secteurs de compétence partagée entre le gouvernement fédéral et les provinces;
- **satisfaire** la demande pour de nouveaux renseignements statistiques tout en gérant les effets de compressions budgétaires sur le stock actuel de renseignements;
- **maintenir** un juste équilibre entre les besoins des Canadiens en matière de nouvelles statistiques et la protection de la vie privée.

C'est ainsi que les priorités des programmes de Statistique Canada pour la période visée par le plan seront les suivantes :

- **produire** une information qui soit non seulement pertinente et objective, mais aussi exhaustive, actuelle, cohérente, exacte et comparable à l'échelle nationale et internationale;
- **améliorer** le rapport coût-efficacité des activités en réduisant les coûts de la collecte des renseignements statistiques exigés et en allégeant et en contrôlant le fardeau des répondants;
- **maintenir** une infrastructure technique de pointe essentielle à la production de renseignements au meilleur coût;
- **maintenir** un effectif de professionnels très compétents, motivés et qualifiés, ce qui est essentiel pour offrir des produits et des services innovateurs et de haute qualité;
- **améliorer** l'accessibilité aux produits et services statistiques et faciliter leur utilisation;
- **maintenir** des normes de service élevées auprès des clients et des fournisseurs de renseignements;
- **entretenir** de bonnes relations avec les provinces et les territoires, ainsi qu'avec des organismes scientifiques et intergouvernementaux internationaux.

A.3 Priorités du programme

Statistique Canada s'est donné un certain nombre de priorités pour relever ses défis au cours de la période visée par le plan. Le tableau ci-après est un résumé des priorités du programme de l'organisme.

Statistique Canada

Information à offrir aux Canadiens	Activités qui en témoignent
Information visant à faciliter l'harmonisation de la taxe de vente fédérale-provinciale	Élaboration d'un système intégré et fiable de comptes économiques provinciaux
Information nécessaire pour relever les défis stratégiques dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none">• Performance et compétitivité de l'économie canadienne• Résultats et répercussions des programmes sociaux et des programmes de santé et d'éducation• Économie fondée sur le savoir• Croissance de l'économie• Cohésion sociale• Développement des ressources humaines	Élaboration de nouveaux renseignements statistiques et analytiques ou amélioration des renseignements actuels dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none">• Sciences et technologie• Secteur des services• Santé• Éducation• Justice• Dynamique du marché du travail• Environnement• Jeunesse• Petite entreprise• Commerce et promotion de celui-ci
Information démographique sur la population du Canada	<ul style="list-style-type: none">• Analyse et publication d'autres résultats du Recensement de 1996• Planification, consultation et préparation en vue du Recensement de 2001

A.4 Principales stratégies

Les plans des programmes spécifiques qui permettront à l'organisme de relever ses défis au cours de la période visée par le plan s'inspirent de quatre grandes stratégies :

- **tirer le meilleur parti des renseignements existants** déjà recueillis par Statistique Canada, par d'autres ministères et organismes, de même que par les répondants dans le secteur privé, par les moyens suivants :
 - une analyse plus pointue pour ajouter de la valeur aux données, de sorte qu'elles puissent être utilisées et comprises plus facilement et, par conséquent, être utiles à beaucoup plus de clients;
 - une harmonisation et une intégration plus poussées des données provenant de diverses sources pour favoriser une meilleure compréhension des grandes questions, comme la compétitivité de l'industrie canadienne;
 - l'élaboration de meilleurs outils de gestion de l'information de sorte que les clients et les analystes internes puissent mieux repérer et prélever les renseignements disponibles;
- **tirer le meilleur parti des ressources existantes** en améliorant l'efficacité des opérations et en conservant une main d'œuvre très compétente et motivée;
- **tirer le meilleur parti des ressources externes** en établissant des partenariats avec les clients pour financer la collecte des renseignements statistiques nécessaires et recouvrer les coûts des produits et services offerts aux clients pour utilisation exclusive;
- **maintenir** une infrastructure professionnelle et technique de premier ordre, ce qui est essentiel au succès des trois premières stratégies. Pour que l'organisme continue d'être à la hauteur de sa réputation en ce qui a trait à l'amélioration constante de sa productivité, tant pour les enquêtes que pour son administration, il doit préciser ses domaines de recherche et parfaire ses méthodes, ses systèmes et ses compétences.

B. Précisions par secteur d'activité

B.1 Statistique économique et sociale

Dépenses prévues nettes

(en millions de dollars)

Secteur d'activité	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Statistique économique et sociale	261,4	275,3	265,1	266,3

Objectifs

Ce secteur d'activité comporte deux volets :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques ayant trait à la mesure de la performance économique du Canada à l'échelle nationale et à l'échelle internationale;
- fournir des renseignements statistiques sur le bien-être social, économique et physique des particuliers et des familles, ainsi que sur les systèmes publics et les établissements qui leur fournissent des services.

Facteurs extérieurs influant sur le secteur d'activité

Besoins changeants en information : Le secteur de la statistique économique et sociale doit satisfaire les intérêts divers de ses nombreuses parties intéressées. Il a été conçu il y a plusieurs décennies pour porter attention aux indicateurs macroéconomiques et socioéconomiques, ainsi qu'aux dépenses des programmes sociaux. Même si ces éléments sont tout aussi importants aujourd'hui, de nouveaux besoins de renseignements se présentent constamment. Les nouveaux accords fiscaux fédéraux-provinciaux, les facteurs influant sur le rendement économique dans la nouvelle économie fondée sur le savoir, la croissance économique, les facteurs microéconomiques influant sur la compétitivité, la cohésion sociale, le développement des ressources humaines et les résultats des programmes sociaux, voilà seulement quelques-uns des domaines qui nécessitent plus de renseignements et d'analyse pour aider les décideurs tant du secteur public que du secteur privé à comprendre les enjeux qui se présentent à eux.

An 2000 : Statistique Canada dépend maintenant beaucoup des technologies de l'information pour recueillir, compiler, analyser et diffuser les données et les renseignements. En outre, toutes les activités secondaires (telles que les systèmes financiers, les systèmes d'information de gestion et de gestion des ressources humaines, etc.) qui contribuent à l'atteinte de l'objectif principal de l'organisme sont devenues très

automatisées. L'organisme doit relever le défi de rendre ses systèmes conformes à l'an 2000 tout en continuant de s'acquitter de ses engagements permanents et de poursuivre ses objectifs de développement. La situation est d'autant plus complexe que Statistique Canada est en concurrence avec d'autres secteurs de l'administration et du secteur privé pour les spécialistes du développement des systèmes. L'organisme a établi comme étant une priorité de gestion clé les activités entourant la conformité des systèmes à l'an 2000. Tous les systèmes qui sont cruciaux à la mission de l'organisme seront conformes à l'an 2000 d'ici décembre 1998.

Description

Ce secteur d'activité procure des mesures de la situation actuelle de l'économie canadienne, du point de vue de la performance et de la structure. Ce secteur d'activité produit également des données sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, sur les grands facteurs qui influent sur leur bien-être, de même que sur les installations, les organismes, les établissements et les branches d'activité qui influent sur les Canadiens. Ce sont les activités des deux secteurs de service formant ce secteur d'activité – la statistique économique et la statistique sociale – qui en tracent le portrait le plus fidèle.

Secteur d'activité de la statistique économique

Ce secteur de service fournit des renseignements et des analyses sur la gamme complète des activités économiques du Canada, tant du point de vue national qu'international, par l'entremise d'un ensemble de statistiques macroéconomiques. La classification des statistiques économiques repose en grande partie sur l'infrastructure du Système de comptabilité nationale du Canada. Ce système permet de mesurer la performance actuelle et la structure de l'économie canadienne selon le genre de transaction économique et le secteur. Il fournit des renseignements qui servent à étayer la formulation et le rajustement des politiques budgétaires et monétaires, des politiques économiques industrielles et internationales, de même que des politiques sur les ressources humaines. Le Système de comptabilité nationale sert aussi de cadre de comparaison de séries statistiques données pour en mesurer la fiabilité, ainsi que d'outil d'analyse permettant de déceler des changements de l'importance économique de divers secteurs.

*Mesurer
la performance
de l'économie
canadienne*

Une autre composante de ce secteur d'activité porte sur les secteurs des entreprises, du commerce et du tourisme dans l'économie canadienne. Il fournit notamment des mesures des éléments suivants : la valeur de la production, les structures de coûts, les produits fabriqués et consommés, les flux et les stocks de capital fixe utilisés dans l'économie, le degré d'utilisation de la capacité, les prévisions des dépenses annuelles en capital des entreprises et des administrations publiques, ainsi que la fluctuation des prix des marchandises industrielles, des dépenses en capital et de la construction.

Le secteur procure également des renseignements sur le volume et sur l'incidence financière des voyages internationaux à destination ou en partance du Canada, sur la mesure de la fluctuation des prix de détail, sur les activités scientifiques et technologiques des administrations fédérale et provinciales, ainsi que sur la recherche et le développement au sein des administrations publiques et des autres secteurs de l'économie.

Principaux plans et stratégies

Ci-après un aperçu des grandes initiatives à entreprendre dans les trois prochaines années.

1. Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)

Statistique Canada a lancé en 1996-1997 un vaste et important projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales. Le budget permanent autorisé en 1998-1999 atteindra 42,9 millions de dollars par année.

Le projet est l'aboutissement de pourparlers tenus en 1996 entre les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve et du Labrador, et de la Nouvelle-Écosse sur l'harmonisation de la taxe de vente, à la suite desquels on a décidé d'utiliser une formule d'attribution des recettes fondées sur des statistiques globales. Cette dernière a été adoptée plutôt qu'une formule exigeant le suivi de chaque opération commerciale comportant le paiement ou le remboursement de la taxe de vente, afin de minimiser le fardeau sur l'entreprise. On s'est toutefois rendu compte que, pour que cette méthode d'attribution des recettes soit utilisée, il fallait de beaucoup améliorer la qualité des statistiques économiques provinciales. Par conséquent, Statistique Canada est en voie de consolider ses statistiques économiques provinciales.

*De meilleures
statistiques
économiques
provinciales pour
l'harmonisation de
la taxe de vente*

Objectifs du projet pour l'amélioration des statistiques économiques provinciales

De façon générale, l'objectif est l'amélioration de la qualité des statistiques économiques provinciales au Canada. Il a donc fallu élaborer un système rigoureusement intégré et fiable de comptes économiques provinciaux centrés sur les comptes d'entrée-sortie interprovinciaux et sur les comptes de recettes et de dépenses, les deux préparés annuellement.

La structure de l'économie canadienne est fortement intégrée dans la mesure où de grandes entreprises, qui représentent plus de la moitié du PIB du Canada, sont actives dans de nombreuses provinces, leur production et leurs opérations de vente franchissant souvent les frontières provinciales et territoriales, et dans la mesure où de petites entreprises participent également au commerce interprovincial. Pour cette raison, il serait

impossible de confiner les améliorations aux trois provinces touchées. Le projet doit donc avoir une ampleur qui tienne compte de la production et des ventes dans toutes les provinces dans la mesure où ces éléments touchent la taxe de vente harmonisée (TVH) dans les trois provinces signataires.

Résultats attendus

De 1997 à 1999, les extraits associés à ces améliorations seront utilisés par les fonctionnaires des ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour la préparation des prévisions provisoires et intérimaires des parts de recettes de la TVH. Dans la quatrième année, soit en 2000, les extraits statistiques seront à ce point complets qu'on pourra les utiliser pour produire des comptes d'entrée-sortie et des comptes économiques provinciaux annuels pour les provinces et les territoires. Ces comptes seront ensuite utilisés par les ministères des Finances aux échelons fédéral et provincial pour le calcul des parts de recettes définitives.

Outre leur rôle dans la formule d'attribution des recettes de la TVH, les nouvelles données produites dans le cadre de cette initiative seront utiles pour une vaste gamme d'autres applications, allant des ententes de transfert intergouvernementales et de la formulation des politiques de développement régional jusqu'à l'investissement par les entreprises, le marketing et l'analyse des coûts. (L'annexe 2 comprend plus de renseignements détaillés.)

2. Projet de remaniement des sciences et de la technologie : système d'information pour les sciences et la technologie

Les activités relatives aux sciences et à la technologie sont cruciales pour la création d'emplois et la croissance économique, pour l'amélioration de la qualité de vie et pour l'avancement de la connaissance. Même si le bon usage des sciences et de la technologie est essentiel au bien-être des personnes et de la société, bon nombre de questions à ce sujet ne trouvaient pas de réponse avec les données statistiques disponibles il y a quelques années.

***Un système
d'information
pour les sciences
et la
technologie***

Objectifs

Le projet d'élaboration d'un système d'information pour les sciences et la technologie a été lancé, il y a deux ans, pour chercher à combler les lacunes en matière de renseignements dans ce domaine. Il s'agit d'un moyen de fournir des renseignements, sous une forme intégrée, sur trois aspects des sciences et de la technologie au Canada : le rendement de base des sciences et de la technologie, notamment la recherche, le développement et l'innovation, dans tous les secteurs de l'économie, les répercussions économiques et sociales de l'innovation technologique, et la diffusion des technologies et des idées dans une économie fondée sur le savoir.

Résultats attendus

Le projet vise à définir trois ensembles de mesures regroupées sous les rubriques des sciences et de la technologie, de l'innovation, ainsi que de la diffusion et des crédits. Ces mesures serviront à broser un tableau cohérent de l'innovation au Canada et de sa relation avec l'économie fondée sur le savoir.

Conséquence de cette initiative, les enquêtes existantes ont été améliorées, de nouvelles enquêtes ont été menées et un nouveau travail analytique a été entrepris. Les activités ont surtout porté sur :

- la recherche et le développement industriels,
- l'activité fédérale dans les domaines des sciences et de la technologie,
- l'innovation,
- la diffusion de la technologie □ la biotechnologie,
- la diffusion de la technologie □ la technologie avancée de fabrication,
- les flux de connaissances,
- la performance économique.

3. Autres initiatives du secteur de service

- ***Base de microdonnées sur la petite entreprise***

En partenariat avec Industrie Canada, Statistique Canada est en voie de créer une base de microdonnées à grande diffusion sur la petite entreprise. Cette dernière constituera une source d'information sans précédent pour l'administration fédérale et les administrations provinciales, les établissements financiers, les associations de petites entreprises et les petites entreprises elles-mêmes pour l'évaluation des résultats financiers d'une seule entreprise ou d'un groupe d'entreprises par rapport aux normes du secteur d'activité précisées par l'utilisateur.

- ***Commerce international***

L'organisme cherchera davantage à élargir la couverture de ses statistiques sur les exportations vers des destinations autres que les États-Unis et à alléger le fardeau de réponse des exportateurs. De concert avec Revenu Canada, Statistique Canada appliquera des stratégies visant à améliorer la qualité des données sur les importations fournies par les importateurs, les courtiers et les agents.

- ***Agriculture***

Les interviews pour l'Enquête financière biennale sur les fermes auront lieu au printemps de 1998. Cette initiative, qui sera réalisée en collaboration avec Agriculture et Agroalimentaire Canada, sert à l'évaluation de la santé financière

des exploitations agricoles canadiennes. Les résultats seront diffusés à l'automne de 1998.

Le projet de questionnaire pour le Recensement de l'agriculture de 2001 et les nouvelles procédures de collecte sur le terrain seront mis à l'essai dans le cadre du Test du recensement national en octobre 1998. Aussi, le couplage agriculture-population de 1996 sera terminé de sorte que pourront être diffusées les principales données socioéconomiques sur les exploitants agricoles, leur famille et leur ménage à l'automne de 1998.

Le programme de recherche et d'analyse sur les données rurales sera amélioré pour répondre à la demande croissante de statistiques servant à surveiller la structure et les tendances dans les régions rurales du Canada. Un programme de bulletins d'analyse rurale sera également lancé.

- ***Statistiques sur le secteur des services***

La couverture du secteur des services sera beaucoup élargie sur une période de trois ans. Outre que le secteur des services sera plus largement couvert, le contenu sera augmenté car plus de données seront disponibles sur les intrants sous la forme de services, les extrants sous la forme de produits, les clients et les catégories de clients. Aussi, de nouvelles estimations sur les ventes du secteur des services, fondées sur les données de la taxe sur les produits et services, deviendront disponibles. L'analyse sera améliorée grâce à l'utilisation de nouvelles sources de données de sorte que l'étendue et l'ampleur seront élargies.

- ***Commerce interprovincial***

Le Canada compte grandement sur le commerce international. Il se fait par ailleurs beaucoup de commerce entre les provinces canadiennes. Pour combler les lacunes liées à la mesure du flux des marchandises du fabricant au consommateur, Statistique Canada a mené une enquête sur l'origine et la destination des produits en 1997. Les résultats de l'enquête seront publiés en 1998.

- ***Ressources naturelles et environnement***

Ce programme a pour objectif de produire des renseignements sur les relations qui existent entre l'activité humaine et l'environnement. Ces derniers serviront à la prise de décisions et à faire des choix concernant l'environnement. L'information donnera un aperçu de l'interaction entre la société, l'économie et l'environnement. Elle constituera un outil précieux pour l'examen de la gestion durable des ressources naturelles, pour faciliter l'amélioration de l'éco-efficience de l'économie canadienne et l'élaboration de technologies environnementales canadiennes, et pour la préservation de l'hygiène de l'environnement et la réduction et la gestion des déchets.

- ***Systèmes de classification***

La classification des industries constitue le cadre des statistiques économiques de Statistique Canada. En réaction à l'évolution de la structure économique, aux besoins des utilisateurs et à la mise en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain, l'organisme a élaboré, en collaboration avec les bureaux statistiques du Mexique et des États-Unis, un nouveau système de classification visant à remplacer les systèmes actuels.

Le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), sa structure, ses codes, ses titres et ses descriptions seront disponibles sous la forme d'un manuel imprimé et sous forme électronique d'ici la fin de 1997-1998. Un système de codes et de décisions assisté par ordinateur (SCDAO) a été élaboré pour assurer l'intégration du SCIAN dans tous les programmes de Statistique Canada. Au cours de 1998-1999, des consultations avec des organismes statistiques des États-Unis et du Mexique se poursuivront pour assurer la mise en œuvre ordonnée du SCIAN dans les trois pays.

Secteur de service de la statistique sociale

***Renseignements sur
les Canadiens
et les systèmes
subventionnés pour
répondre à leurs besoins***

La première composante de ce secteur de services fournit de l'information sur les caractéristiques économiques et sociales des particuliers, des familles et des ménages au Canada, ainsi que sur les principaux facteurs qui contribuent à leur bien-être. Statistique Canada mesure les revenus et les dépenses des ménages, l'emploi et le chômage, les coûts et les avantages qui leur sont associés, le revenu du travail et les facteurs qui influent sur la disponibilité de la main-d'œuvre; l'organisme recueille aussi des renseignements sur des sujets relatifs à la politique sociale.

La deuxième composante de ce secteur fournit de l'information portant sur les installations, les organismes et les systèmes subventionnés par l'État pour répondre aux besoins socioéconomiques et physiques des Canadiens. Il englobe les systèmes de justice, de soins de santé et d'éducation, de même que les établissements et les industries culturelles. Les renseignements portent sur la nature et l'étendue de leurs services et activités, ainsi que sur les caractéristiques des Canadiens et des familles à qui ces services sont offerts. L'organisme doit aller au-delà de l'orientation institutionnelle de cette composante et illustrer de quelle façon les systèmes de soins de santé, d'éducation et de justice ont une incidence sur les Canadiens.

Principaux plans et stratégies

- *Enquêtes auprès des ménages et sur le travail*

L'organisme se concentrera sur trois grands buts du programme dans ce domaine dans les 18 à 24 mois à venir.

1. En réponse aux questions de politique définies par les ministères fédéraux, Statistique Canada cherchera principalement, au cours de l'année qui vient, à consolider et à élaborer, en collaboration avec d'autres ministères, un programme de recherche par enquêtes pour répondre aux besoins de renseignements exprimés dans les domaines suivants : *économie fondée sur le savoir, croissance économique, cohésion sociale et développement des ressources humaines*. En 1998-1999, le programme se concentrera sur :

*Économie fondée sur
le savoir
la croissance économique
la cohésion sociale
le développement des
ressources humaines*

- l'élaboration d'une enquête sur l'employé et son milieu de travail, afin de mettre en lumière l'incidence des changements dans le milieu de travail sur les employés et inversement, l'influence des changements des caractéristiques et des activités des employés sur leurs établissements;
- la réalisation d'un programme analytique qui produira de l'information sur les chemins de vie des Canadiens, la façon dont ils allouent du temps aux principales activités de la vie, l'évolution de leur vie et l'incidence des changements sur leur vie. L'analyse des données existantes et des nouvelles données mènera à une meilleure compréhension des enjeux comme la nature du travail, la qualité des soins prodigués aux enfants et la façon dont les familles gardent un équilibre entre le travail et l'apprentissage, les loisirs et les obligations familiales.
- l'élaboration de projets qui fourniraient de l'information sur la transition des jeunes des études au marché du travail et qui aidera à comprendre les difficultés que ces derniers éprouvent et les facteurs qui les influencent;
- la création d'une enquête sur la sécurité financière qui permettrait de mesurer les biens, les dettes, l'actif net et la vulnérabilité financière des Canadiens et qui aideraient les décideurs à mieux comprendre l'incidence de l'impôt et d'autres politiques budgétaires sur les Canadiens;
- l'extension de l'Enquête sociale générale, laquelle produit des données statistiques sur l'emploi du temps, les victimes d'actes criminels, la scolarité et le travail, la famille et l'appui social ainsi que la prestation de soins. L'extension de la fréquence de l'enquête et de la taille de l'échantillon permettra de recueillir des données plus détaillées sur les groupes d'intérêt visés comme les résidents des régions rurales, les minorités visibles et les parents seuls.

Dans les années à venir, un programme de production de données sera lancé avec une série de nouveaux projets ou de projets améliorés. Afin de répondre aux besoins en matière d'information pour s'occuper des questions de politique définies, les activités ci-dessus seront complétées par des initiatives d'élaboration et d'analyse dans les domaines des sciences et de la technologie (voir p.18), de l'environnement (voir p.20) et de l'éducation (voir p.25).

2. Le programme des enquêtes longitudinales se poursuivra et portera particulièrement sur l'élaboration de produits et de services découlant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) et de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ). Si l'ELNEJ a atteint les objectifs établis pour le programme relativement aux exigences de l'Initiative pour le développement de l'enfant du gouvernement fédéral, il pourrait quand même y avoir un élargissement du contenu de l'enquête pour répondre aux besoins relatifs à la mesure de la maturité scolaire. Étant donné ces nouveaux besoins, il y aura une forte extension de cette initiative parrainée et financée par Développement des ressources humaines Canada.

3. Avec la restructuration du programme des statistiques du revenu, Statistique Canada intégrera un certain nombre des sources actuelles de données estimatives des revenus et des dépenses dans un programme plus intégré et harmonisé conçu pour mieux répondre aux besoins des clients en matière de données sur les revenus. Pour cette restructuration, l'organisme cherchera au départ à mettre en œuvre une nouvelle méthode de collecte des données sur les dépenses des ménages, lesquelles serviront d'intrants au Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales et à l'Indice des prix à la consommation.

- ***Cibler les populations vulnérables***

Les administrations cherchent des moyens d'atteindre leurs objectifs de politique sociale avec plus d'efficacité en ciblant et en sélectionnant mieux la clientèle. Grâce à une nouvelle méthode élaborée par l'organisme, les administrations peuvent mieux atteindre ce but puisqu'elles disposent de données estimatives fiables pour les populations ciblées ou « vulnérables » comme les groupes sujets à l'isolement social, à de graves problèmes de santé, à une dépendance élevée du soutien du revenu, etc. Cette méthode de ciblage, laquelle a déjà été utilisée pour faciliter le travail de la Division du vieillissement et des aînés à Santé Canada, servira dans des domaines comme la politique de la santé et sera utile aux administrations provinciales.

- ***Vision intégrée du travail dans les secteurs du marché et les autres secteurs de l'économie globale***

Au cours de la période visée, Statistique Canada utilisera les données sur le travail actif et le travail productif non rémunéré pour mener une étude sur les obligations familiales et le travail communautaire en relation au temps consacré au marché du travail rémunéré. Ce travail est réalisé en vue d'étayer l'analyse des politiques et

l'évaluation des programmes par Développement des ressources humaines Canada, Condition féminine Canada et les provinces (comme le projet portant sur l'équilibre entre le travail et la famille du gouvernement de la Saskatchewan et celui du Conseil consultatif de la Nouvelle-Écosse sur la situation de la femme).

- ***Questions relatives à l'immigration***

L'immigration sera un domaine d'intérêt public pour lequel les pouvoirs publics devront intervenir dans l'avenir prévisible étant donné que, vu le taux de natalité actuel, l'immigration deviendra la principale source de croissance démographique au Canada. Le programme actuel d'études utiles à l'élaboration des politiques sur les caractéristiques et la répartition des immigrants sera élargi et intensifié.

- ***Soutien intergénérationnel et cohésion sociale***

La cohésion sociale est une question qui préoccupe de plus en plus le gouvernement fédéral. Les mesures de soutien intrafamilial, surtout celles qui existent entre les parents et leurs enfants, constitue un aspect important du maintien et de l'amélioration de la cohésion sociale dans la société canadienne. Pour la période 1998-1999 à 2000-2001, Statistique Canada élargira ses analyses des mesures de soutien intrafamilial et publiera des monographies importantes dans lesquelles il sera question de ces tendances dans le contexte de thèmes qui touchent étroitement à la cohésion sociale et à l'équité intergénérationnelle en tant que facteurs d'ordre stratégique.

- ***Santé***

Le troisième cycle de l'Enquête nationale sur la santé de la population sera mené au cours de 1998-1999. Statistique Canada saura tirer parti des enquêtes menées avec succès dans le passé. L'analyse longitudinale des résultats de l'enquête fournira les premières données canadiennes servant à illustrer la dynamique de la santé et des facteurs touchant la santé.

En collaboration avec Santé Canada et avec l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS), Statistique Canada procédera à une vaste consultation sur les besoins d'information dans l'ensemble du Canada. Les résultats serviront à l'établissement des priorités pour l'ICIS et pour la Division des statistiques sur la santé relativement aux programmes d'analyse et aux activités de collecte des données.

Avec la tendance continue vers la régionalisation des services de santé, il faut maintenant recueillir des renseignements à l'échelon infraprovincial. Au cours de l'exercice qui vient, plusieurs activités contribueront à améliorer l'accès aux données disponibles de même que leur précision géographique.

La croissance rapide de la population d'âge avancé exercera de fortes pressions sur les ressources consacrées aux services de santé mentale dans les années à

venir. Pour la période 1998-1999 à 2000-2001, l'organisme poursuivra les analyses portant sur les profils changeants des soins de santé mentale pour mieux déterminer les circonstances dans lesquelles la santé mentale est le plus susceptible d'engendrer des coûts importants et d'exercer des pressions sur les familles. Une monographie fondée sur une longue série de données pour la Nouvelle-Écosse et des séries plus brèves pour d'autres provinces sera publiée.

- **Éducation**

En collaboration avec le Conseil des ministres de l'Éducation du Canada, un plan stratégique qui est le fondement d'une collaboration continue entre les ministères provinciaux de l'Éducation et le Centre des statistiques sur l'éducation de Statistique Canada a été élaboré. Pour élaborer le plan, Statistique Canada a notamment consulté les ministères provinciaux et fédéraux ainsi que les principaux organismes intéressés à l'éducation pour déterminer les grandes questions stratégiques et les données nécessaires pour bien les comprendre. Le plan a été accepté par le Conseil des statistiques canadiennes de l'éducation et il a été largement diffusé dans les milieux de l'éducation. On y trouve un certain nombre de nouvelles initiatives visant à combler les lacunes dans l'information, de même qu'une série de mesures visant à corriger les problèmes de qualité des données dans les programmes actuels de statistiques de l'éducation dans les trois prochaines années. Voici les éléments de ces initiatives et mesures :

- Élaborer des systèmes nationaux de dossiers des étudiants.
- Mettre en œuvre une initiative permettant d'obtenir des renseignements sur l'offre, la mobilité et les transitions chez les étudiants, de même que sur les relations entre l'éducation et le marché du travail.
- Élaborer des données pour mieux comprendre la relation entre les pratiques et les résultats en matière d'éducation.
- Établir un groupe de travail, comprenant des représentants des ministères provinciaux, qui aura le mandat de surveiller la mise en œuvre des solutions aux problèmes de qualité des données pour ce qui est de leur actualité, de leur comparabilité et de leur couverture et de mettre en œuvre les révisions récemment approuvées du système international de classification des statistiques de l'éducation.
- Examiner les facteurs qui influent sur la façon dont le système d'éducation et de formation préparent les étudiants à la vie, au travail et aux défis à relever pour l'avenir.
- Publier les résultats de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes et d'autres enquêtes visant à examiner les facteurs influant sur le développement de l'enfant et sur les retombées de l'éducation.

- **Justice**

L'Initiative de lutte contre la violence familiale permettra l'élaboration de renseignements sur la nature et l'étendue de la violence familiale. Ces derniers sont essentiels pour appuyer les activités gouvernementales à venir en matière de

prévention de la violence familiale. Les membres du Groupe de travail interministériel sur la violence familiale reconnaissent que les activités entreprises par Statistique Canada faciliteront une réponse efficace aux besoins des administrations publiques, des chercheurs et des groupes communautaires en matière d'information permettant ainsi d'effectuer une recherche et une surveillance efficaces des tendances dans ces domaines. En 1998-1999, les activités porteront surtout sur :

- la production et la diffusion du rapport annuel sur la violence familiale;
- la collecte, l'analyse et la production de données sur l'utilisation des maisons d'hébergement;
- la révision des systèmes automatisés provinciaux de collecte de données sur la violence familiale;
- la révision de l'échantillon de l'Enquête sur les maisons d'hébergements;
- l'essai et la collecte de données sur la violence à l'égard de la conjointe ou du conjoint et à l'égard des personnes âgées grâce à l'Enquête générale sociale sur la victimisation;
- poursuite du travail de faisabilité sur la ceuillette d'information sur la violence à l'égard des enfants grâce à l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes;
- la poursuite du travail de faisabilité sur la collecte de données sur la violence à l'égard des personnes âgées chez la population vivant en établissement à l'aide de l'Enquête nationale sur la santé de la population;
- le travail continu pour évaluer la faisabilité de coupler les dossiers judiciaires et des enquêtes auprès des tribunaux afin d'analyser les modèles de détermination de la peine dans les affaires de violence familiale.

- **Culture**

En collaboration avec Affaires étrangères et Commerce international Canada, Patrimoine Canada et Industrie Canada, Statistique Canada poursuit ses travaux visant à mesurer les flux internationaux des produits, des services et des investissements culturels entre le Canada et le reste du monde qui seront achevés d'ici la fin de 1998-1999.

Dans le cadre d'une initiative renouvelée de communication et de partenariat avec des organismes fédéraux et provinciaux qui devrait se réaliser en 1998-1999, l'organisme poursuivra les travaux entrepris dans des domaines tels les sports et leurs retombées économiques, ainsi que la préparation des travaux d'analyse de la main-d'œuvre dans le domaine de la culture.

B.2 Statistique du Recensement de la population

Dépenses prévues nettes

(en millions de dollars)

Secteur d'activité	1997-1998	1998-1999	1999-2000	2000-2001
Statistique du Recensement de la population	38,9	41,5	37,2	96,8

Objectifs

Ce secteur d'activité vise à fournir des renseignements statistiques sur la population canadienne ainsi que sur ses caractéristiques et conditions démographiques et leur évolution dans le temps.

Description

Ce secteur d'activité fournit des renseignements statistiques provenant du Recensement de la population, qui est effectué tous les cinq ans. Ce dernier fournit des données repères sur la structure de la population canadienne et sur ses conditions démographiques, sociales et économiques. Il fournit les renseignements détaillés dont on a besoin sur les sous-populations et sur les petites régions géographiques, renseignements qui ne peuvent être fournis au moyen d'enquêtes par sondage. Les estimations de la taille de la population et de sa structure démographique intercensitaire, ainsi que les projections démographiques, s'appuient sur des données tirées du recensement.

Les chiffres de population et les estimations de la population sont nécessaires à l'établissement des limites des circonscriptions électorales, à la répartition des paiements de transferts fédéraux, ainsi qu'au transfert et à la répartition des fonds entre les administrations régionales et municipales, les conseils scolaires et d'autres organismes locaux des provinces.

Les chiffres de population permettent d'établir :

- *les limites des circonscriptions électorales*
- *les paiements de transfert*
- *la répartition des fonds municipaux*

La *Loi sur la statistique* exige qu'il y ait un recensement à tous les cinq ans. La Constitution ainsi que la *Loi sur la statistique* exigent la tenue d'un recensement décennal toutes les années se terminant par le chiffre 1, comme 2001. Il faut huit ans pour mener à terme un cycle complet d'activités pour le Recensement de la population, à partir de l'élaboration du contenu et des questionnaires jusqu'à la collecte, au traitement et à la diffusion des données. Par conséquent, les cycles des recensements et les ressources

financières nécessaires se chevauchent, la fin d'un programme de recensement se produisant en même temps que l'élaboration du prochain recensement et les consultations préparatoires.

Le recensement exige des activités à la fois permanentes et cycliques. Parmi les activités permanentes, mentionnons le maintien d'une infrastructure essentielle servant à soutenir la recherche et le développement, à répondre aux demandes de renseignements, à mettre à jour des frontières géographiques, à entretenir les systèmes informatiques et à entreprendre les consultations nécessaires pour l'élaboration des options de contenu qui sont soumises au Cabinet. Les activités cycliques sont concentrées dans l'année où le recensement a lieu et dans les années précédant et suivant immédiatement cette année-là. Elles exigent l'embauche, la formation et la supervision d'une main-d'œuvre temporaire de quelque 50 000 personnes.

Facteurs externes influant sur le secteur d'activité

Le Recensement canadien de la population est la pierre angulaire d'un certain nombre d'enquêtes spécialisées qui tentent de saisir et d'illustrer les changements qui se produisent dans la société canadienne. Ces changements sont souvent le résultat de nouvelles tendances démographiques comme le vieillissement, les changements dans la structure familiale, l'immigration, l'évolution divergente du Canada urbain et rural, le taux de croissance élevé de la population autochtone et l'évolution des conditions économiques des familles.

Les pouvoirs publics et les groupes d'intérêt cherchent de plus en plus à évaluer les politiques et les programmes sociaux pour déterminer leur efficacité et leur effet sur des groupes de population particuliers. Comme les renseignements démographiques sont un élément essentiel de ce processus, ils doivent être de plus en plus variés et détaillés.

Par ailleurs, même si on a besoin de renseignements plus nombreux et meilleurs sur les particuliers et sur les familles, il faut également tenir compte de la protection des renseignements personnels et du contrôle du fardeau des répondants. Le Recensement de la population doit constamment rajuster ses méthodes de collecte et de traitement de l'information pour maintenir cet équilibre.

Principaux plans et stratégies

Recensement de 1996

Les dernières étapes du Recensement de 1996 sont en cours :

- Un vaste éventail des produits du Recensement de 1996 ont été publiés en 1997-1998. Les autres données du questionnaire long (contenant des données sur l'origine ethnique, l'éducation, l'activité sur le marché du travail et le travail non rémunéré, le revenu et le logement) seront publiées d'ici la fin de juin 1998. D'autres produits et services découlant du Recensement de 1996 seront également préparés et diffusés tout au long de l'année.

- Les études d'évaluation du Recensement de 1996, notamment l'évaluation de l'exhaustivité du dénombrement, seront terminées au cours de l'année et serviront à la planification du Recensement de 2001.

Recensement de 2001

La planification, la recherche, la mise à l'essai et l'élaboration du contenu pour le Recensement de 2001 sont en bonne voie de réalisation :

- La consultation sur le contenu du Recensement de 2001, qui a été lancée en 1997-1998 auprès des principales parties intéressées, sera terminée en mars 1998. Il s'agit de déterminer, du point de vue des utilisateurs des données du Recensement, les sujets du Recensement de 2001 en ce qui concerne le contenu, la géographie, la diffusion et le marketing.
- Les résultats de la consultation sur le contenu du questionnaire du Recensement de 2001 seront analysés et présentés dans un rapport qui devrait être diffusé à l'automne de 1998. Statistique Canada poursuivra la mise à l'essai auprès de groupes de discussion et les interviews en profondeur pour mieux élaborer le contenu du questionnaire en vue du Test du recensement national, qui devrait avoir lieu en octobre 1998.
- Une nouvelle méthode de collecte des données, visant à accroître la protection des renseignements personnels, sera également mise à l'essai dans le cadre du Test du recensement national. Les résultats et les méthodes du Test seront analysés et évalués avant d'être mis en œuvre pour le Recensement de 2001.
- De nouveaux systèmes et de nouvelles méthodes de traitement des données, comme la reconnaissance optique des caractères, seront évalués en vue de leur utilisation pour le Recensement de 2001. Ils devraient contribuer à rendre le traitement du recensement plus efficient.

PARTIE IV : RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Tableau 1

Industrie

Autorisations de dépenses — Sommaire du portefeuille, Partie II du Budget des dépenses

Crédit (en milliers de dollars)	Budget des dépenses principal 1998-1999	Budget des dépenses principal 1997-1998
Statistique Canada		
110 Dépenses du Programme et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	263 842	225 028
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 062	37 240
Total des dépenses de l'organisme	315 904	262 268

Tableau 2

Statistique Canada

Ressources par organisation et par secteur d'activité pour 1998-1999
(en millions de dollars)

Secteur d'activité	<div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 2px;">Ministre de l'Industrie</div> <div style="text-align: center; border: 1px solid black; padding: 2px;">Statisticien en chef</div>						Sous-Total	Recettes nettes en vertu d'un crédit	Total
	SCA* Statistique sociale, des institutions et du travail	SCA Statistique du commerce et des entreprises	SCA Études analytiques et comptes nationaux	SCA Communications et opérations	SCA Informatique et méthodologie	SCA Services de gestion			
Statistique économique et sociale	42,3	66,9	27,8	65,8	50,3	78,1	331,2	55,9	275,3
Statistique du Recensement de la population	23,2	0,0	0,0	13,3	15,9	7,2	59,6	18,1	41,5
Dépenses totales prévues	65,5	66,9	27,8	79,1	66,2	85,3	390,8	74,0	316,8

* SCA - Statisticien en chef adjoint

Tableau 2.1

Statistique Canada

Équivalents temps plein (ÉTP) prévus par secteur d'activité

	Prévision 1997-1998	Prévus 1998-1999	Prévu 1999-2000	Prévu 2000-2001
Statistique économique et sociale	4 026	4 280	4 182	4 189
Statistique du Recensement de la population	769	712	664	1 024
Total pour l'organisme	4 795	4 992	4 846	5 213

Tableau 3

Résumé des articles courants de dépenses de l'organisme

(en millions de dollars)	Prévision des dépenses 1997-1998	Dépenses prévues 1998-1999	Dépenses Prévues 1999-2000	Dépenses prévues 2000-2001
PERSONNEL				
Traitements et salaires	217,1	227,1	219,7	236,9
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40,2	52,2	50,4	54,0
Recenseurs et intervieweurs	19,6	21,3	20,1	20,1
	276,9	300,6	290,2	311,0
BIENS ET SERVICES				
Transport et communications	17,7	16,0	14,3	21,8
Information	7,5	7,0	6,2	9,5
Services professionnels et spéciaux	30,3	25,7	23,1	35,1
Locations	10,5	10,5	9,4	14,4
Achats de services de réparation et d'entretien	4,5	3,7	3,3	5,0
Services publics, fournitures et approvisionnements	17,5	17,8	16,0	24,3
Subside postale	4,6	4,7	4,2	6,4
Dépenses en capital secondaires	4,8	4,8	4,8	4,8
	97,4	90,2	81,3	121,3
	374,3	390,8	371,5	432,3
DÉPENSES BUDGÉTAIRES BRUTES				
MOINS :				
Recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2
	300,3	316,8	302,3	363,1
DÉPENSES BUDGÉTAIRES NETTES				

Tableau 4

Statistique Canada

Ressources du Programme par secteur d'activité pour l'exercice du Budget des dépenses

(en millions de dollars)					
Secteur d'activité	ÉTP	Fonctionnement ¹	Dépenses brutes prévues	Moins : Recettes à valoir sur le crédit	Dépenses Nettes Prévues
Statistique économique et sociale	4 280	331,2	331,2	55,9	275,3
Statistique du Recensement de la population	712	59,6	59,6	18,1	41,5
Total	4 992	390,8	390,8	74,0	316,8

1. Inclut les cotisations aux régimes d'avantages sociaux des employés.

Tableau 5

Statistique Canada

Détail des recettes par secteur d'activité

(en millions de dollars)	Prévisions des recettes 1997-1998	Recettes prévues 1998-1999	Recettes prévues 1999-2000	Recettes prévues 2000-2001
Recettes à valoir sur le crédit				
Statistique économique et sociale				
Ventes de publications	5,0	5,0	5,0	5,0
Services statistiques spéciaux	<u>56,8</u>	<u>50,9</u>	<u>50,9</u>	<u>50,9</u>
	61,8	55,9	55,9	55,9
Statistique du Recensement de la population				
Ventes de publications	1,2	1,0	0,3	0,0
Services statistiques spéciaux	0,9	2,0	0,9	1,2
Partage des coûts du Recensement	<u>10,1</u>	<u>15,1</u>	<u>12,1</u>	<u>12,1</u>
	12,2	18,1	13,3	13,3
Total des recettes à valoir sur le crédit	74,0	74,0	69,2	69,2
Recettes portées au Trésor				
Statistique économique et sociale	1,0	1,0	0,8	0,8
Total des recettes portées au Trésor	1,0	1,0	0,8	0,8
Total des recettes	75,0	75,0	70,0	70,0

Tableau 6**Statistique Canada****Coût net du Programme en 1998-1999**

(en millions de dollars)	Dépenses prévues 1998-1999
Dépenses brutes prévues	390,8
Plus : Installations fournies par le ministère	
• Installations fournies par Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada	24,1
• Cotisations visant la part des employés des primes d'assurance et les coûts payés par le Secrétariat du Conseil du Trésor	19,8
• Contributions au régime d'invalidité des employés fournies par Développement des ressources humaines Canada	0,4
	44,3
Coût total	435,1
Moins :	
Recettes à valoir sur le crédit	74,0
Recettes portées au Trésor	1,0
	75,0
Coût net en 1998-1999	360,1
Coût net estimatif en 1997-1998	339,8

ANNEXES

Annexe 1

Mandat législatif

Voici une liste des lois fédérales qui, au même titre que la *Loi sur la statistique*, accordent au statisticien en chef ou à Statistique Canada la responsabilité de la collecte ou de la fourniture de données précises :

Loi canadienne sur les prêts aux étudiants

Loi constitutionnelle

Loi de l'impôt sur le revenu

Loi de 1977 sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces et sur les contributions fédérales en matière d'enseignement postsecondaire et de santé

Loi de 1980 remaniant la législation bancaire

Loi électorale du Canada

Loi sur l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés

Loi sur l'équité en matière d'emploi

Loi sur la concurrence

Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales

Loi sur la sécurité de la vieillesse

Loi sur la taxe d'accise

Loi sur le Conseil des Arts du Canada

Loi sur le déplacement des lignes de chemin de fer et des croisements de chemin de fer

Loi sur le Parlement du Canada

Loi sur les allocations spéciales pour enfants

Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats

Loi sur les juges

Loi sur les langues officielles

Loi sur les pensions

Loi sur les prestations de retraite supplémentaires

Loi sur les subventions aux municipalités

Loi sur les traitements

Régime de pensions du Canada

Annexe 2

Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP)

Le 23 octobre 1996, les gouvernements du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve ont annoncé qu'ils s'étaient entendus officiellement sur un mécanisme d'harmonisation de la taxe de vente. Depuis le 1^{er} avril 1997, il y a une seule taxe de vente harmonisée (TVH) de 15 % dans les trois provinces, plutôt que trois taxes de vente distinctes et une autre taxe fédérale sur les produits et services. Les recettes de la taxe combinée sont perçues par Revenu Canada et réparties entre les quatre gouvernements selon une formule précise d'attribution des recettes. Cette formule est fondée principalement sur les statistiques globales compilées par Statistique Canada. La taxe harmonisée devrait être un mécanisme plus simple et moins fastidieux pour les consommateurs et les entreprises et il devrait en coûter moins cher aux administrations pour l'appliquer. Au cours des pourparlers intergouvernementaux qui ont mené à l'entente d'harmonisation, on a jugé essentiel que les statistiques utilisées pour la formule d'attribution des recettes soient très fiables. Les recettes à répartir au total sont de l'ordre de 2 milliards de dollars par année, de sorte que les enjeux sont élevés. Le gouvernement du Canada a entrepris d'améliorer beaucoup la qualité des statistiques économiques provinciales disponibles, et Statistique Canada a proposé un plan visant l'atteinte de cet objectif, soit le Projet d'amélioration des statistiques économiques provinciales (PASEP).

En février 1997, le Conseil du Trésor a autorisé Statistique Canada à lancer le PASEP. Les travaux à ce sujet s'étendront sur une période de quatre ans, au cours de laquelle un programme permanent de statistiques économiques provinciales annuelles, complètes et fiables sera mis en place. L'objectif de base dans ce cas est la production d'un ensemble complet de comptes provinciaux d'entrée-sortie, ainsi que les comptes économiques provinciaux connexes chaque année. Ces statistiques devraient commencer à paraître au complet dans la seconde moitié de l'an 2000, en s'appliquant à l'année de référence 1997, et continuer de paraître chaque année par la suite. On atteindra plusieurs objectifs connexes qui sont fondamentaux pour la réalisation de l'objectif principal en ce sens qu'ils procureront les données de base nécessaires à l'établissement des comptes provinciaux d'entrée-sortie et des comptes économiques provinciaux connexes.

Le plan proposé par Statistique Canada et accepté par le gouvernement comprenait les principaux éléments suivants :

- des comptes provinciaux d'entrée-sortie annuels et des prévisions annuelles grandement améliorées des comptes économiques provinciaux;
- une base de données élargie et améliorée pour le Registre des entreprises, comportant le nom de toutes les entreprises canadiennes ayant une certaine taille, leur adresse, leur classification industrielle et d'autres renseignements clés nécessaires aux fins des enquêtes;
- un appareil statistique pour les entreprises de beaucoup amélioré, mettant davantage à contribution les données administratives et procurant des données plus exactes, complètes et détaillées d'une fiabilité à peu près égale pour l'ensemble des provinces et des territoires;

- des enquêtes plus fréquentes sur les dépenses des ménages avec un échantillon plus gros, des enquêtes régulières sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants, ainsi qu'une enquête annuelle sur les voyages des Canadiens.

Statistique Canada a été prié de commencer immédiatement à travailler sur le projet et à réaliser le plus grand nombre d'améliorations statistiques possibles pour l'année de référence 1997, soit la première année où s'applique cette nouvelle formule d'attribution des recettes. On reconnaît toutefois qu'il faudra plusieurs années pour réaliser complètement un grand nombre des améliorations exigeant des changements fondamentaux au programme statistique.

Résultats attendus

Les statistiques produites grâce au programme serviront à l'attribution des recettes de la nouvelle taxe de vente harmonisée parmi les quatre gouvernements participants. Le projet donnera lieu à un mouvement croissant d'améliorations de l'appareil statistique. De 1997 à 1999, les extraits associés à ces améliorations seront utilisés par les fonctionnaires du ministère fédéral et des ministères provinciaux des Finances pour la préparation des prévisions préliminaires et intérimaires des parts de recettes de la TVH. La quatrième année, soit en l'an 2000, les extraits statistiques du PASEP seront à ce point complets qu'ils pourront servir à la production des comptes annuels provinciaux et territoriaux d'entrée-sortie et des comptes économiques provinciaux. Ces comptes seront ensuite utilisés par les fonctionnaires du ministère fédéral et des ministères provinciaux des Finances pour le calcul du partage définitif des recettes.

Outre leur rôle dans la formule d'attribution des recettes de la TVH, les nouvelles données produites par le PASEP seront utiles pour une vaste gamme d'autres applications allant des ententes de transfert intergouvernementales et de la formulation des politiques de développement régional aux investissements de l'entreprise, au marketing et à l'analyse des coûts.

Situation

Au cours de 1997, une structure précise et transfonctionnelle de gestion de projet a été mise en place et, après de vastes consultations, une charte du projet, appelée *Cadre d'évaluation du projet PASEP*, a été présentée au Conseil du Trésor, au Conseil national de la statistique et aux coordonnateurs statistiques provinciaux. Les travaux ont commencé sur les volets suivants : (i) une enquête-pilote unifiée auprès des entreprises visant à combler plusieurs lacunes importantes dans les données; (ii) l'amélioration d'un certain nombre d'enquêtes existantes sur les entreprises; (iii) l'amélioration et l'expansion du Registre des entreprises; (iv) l'exploitation de nouvelles sources de données fiscales; et (v) le lancement d'un nouveau programme appelé « Gestionnaires des répondants clés » et d'autres mesures pour favoriser des taux de réponse élevés et pour alléger le plus possible le fardeau pour les enquêtes imposées aux répondants particuliers. Trois enquêtes importantes sur les ménages sont également menées pour l'année de référence 1997 : l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants et l'Enquête sur

les voyages des Canadiens. Des méthodes améliorées d'estimation statistique pour les flux commerciaux interprovinciaux ont été élaborées, et une aide technique a été fournie au ministère fédéral et aux trois ministères provinciaux des Finances participant à l'entente sur la taxe de vente harmonisée.

Dans la deuxième année du PASEP, il y aura plusieurs gros défis à relever, lesquels représentent tous la poursuite des travaux entamés en 1997. La mobilisation des ressources doit se poursuivre. Les plans et les calendriers doivent être élaborés avec plus de précision. Il reste encore beaucoup de travail pratique à faire pour la mise en œuvre du programme statistique amélioré comme tel. Vers la fin de 1998 et dans la première moitié de 1999, des extraits concrets seront produits pour l'année de référence 1997, résultat des initiatives suivantes :

- (1) les trois enquêtes sur les ménages : l'Enquête sur les dépenses des ménages, l'Enquête sur les réparations et les rénovations effectuées par les propriétaires-occupants et l'Enquête sur les voyages des Canadiens;
- (2) l'enquête pilote unifiée auprès des entreprises, portant sur la construction, les donneurs à bail et les agents immobiliers, les restaurants et les débits de boisson, les services de messageries, les taxis et l'aquaculture;
- (3) des améliorations statistiques provisoires aux enquêtes actuelles portant sur le commerce de détail, les services aux entreprises et les services personnels, et le commerce interprovincial;
- (4) de nouvelles données fiscales tirées du dossier du remboursement de la TPS pour habitations, des dossiers de la T1 et de la T2, et de l'Index général des renseignements financiers.

Les dépenses du PASEP ont été de 31,6 millions de dollars et de 270 années-personnes en équivalents temps plein en 1997-1998, et elles seront de 42,9 millions de dollars et de 510 années-personnes en équivalents temps plein en 1998-1999.